

Archives à la loupe n° 5

Rendre la justice à la Nation! 1792-1794

" tout boud amué aura de têtes transluée	
" frime d'afrafriral; d'intendie on de poison,	_
" dorn fouduir en dien de Lene cuting Note	tu
11 d'un Chemife Monge.	

Classes de 4^e et de 2^{nde} Temps estimé : 2 heures

Service éducatif & valorisation

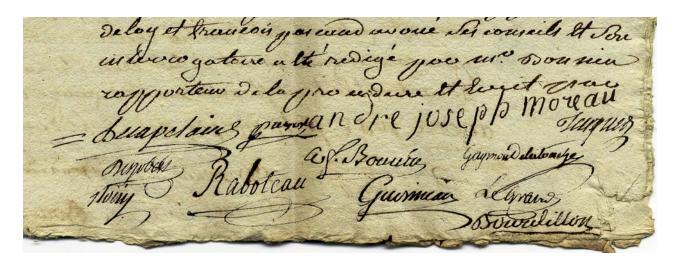
En matière de justice, « la période révolutionnaire est un moment de recomposition plutôt que de rupture »1

En effet, à partir de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de grands bouleversements modifient les manières de rendre la justice malgré des continuités qui perdurent avec l'Ancien Régime.

Par ailleurs, la Terreur marque le retour à l'arbitraire mais c'est aussi un moment de promotion de la démocratie et de prise de conscience politique² pour les citoyens.

Le corpus documentaire

Extrait de l'interrogatoire de Joseph Moreau devant le tribunal du district de Châteauroux, le 11 août 1792. (ADI L 1588)



Deux gravures. (ADI 48 J 2 B)



Guillaume-Barthélémy Boëry



¹ Leuwers (Hervé). La Justice dans la France moderne. Du roi de justice à la justice de la Nation, 1498-1792. Paris, Ellipse, 2010.

² Biard (Michel) (ss la dir. de). Les politiques de la Terreur. Rennes, P.U. de Rennes, 2008.

Extrait du registre des sentences du Tribunal criminel du département de l'Indre, acte du 15 mars 1793. (ADI L 1134)

" tout boud anué aura de tête translée

" qui anque aura ité boutounné a more pour

" bri me d'afrafrical; d'insendie ou de puifor.

" bern boudair our Lieu de L'ené ention Mitte

" d'un fhemife Monges.

" L'exécution des boud amuses a more de.

" fora d'ans La place publiques de Laxille

" on Le juré d'amfation aura été fayoqué,

Ordonne qu'a La didilique de L'amfation

public Le prefine jayemme sora mis às

l'écution, es qu'il fera imprimé a affirhés

par tous ou Define Sora.

Lettre de Catherine Beauvais du 12 Germinal an II - 1er avril 1794. (ADI L 336)

fai élé avièle le quatre Germinal en que la d'ordre sumané du directoire de District d'indremont, et d'après l'injouction que les lui en apois donnée le ?5 gentofe dernier.

J'un Dipublicain, que les goudres bien donnée des ordres aux administratures du dit district as l'effet qu'ils me donnent communication des motifs de mon arrestation des incel patiens par la les moyens de me justifier à les yeux des incel patiens dont je puis prevenue, derniere respource qu'en ne peut les himement refuser à un accuse et sur quei sont respensée les bases de toute socialiste. Salut et soalevaile.

Pistes pour une exploitation pédagogique

Le « cas » Joseph Moreau

Ce procès au civil montre que les débats et le jugement sont publics (« portes ouvertes »). De plus l'accusé peut désormais avoir recours à un défenseur : il est ici assisté « d'avoués » (avocats) pour se défendre.

Guillaume-Barthélémy Boëry et Jérôme Legrand

Édiles locaux, avocats de formation, ces deux figures du département sont déléguées aux États-généraux en 1789.

Pendant la Révolution, ils deviennent juges au tribunal de Châteauroux, ce qui montre une continuité certaine dans l'exercice des charges de ces hommes de loi.

L'extrait du registre de sentence

La condamnation de Julien Jouanault met en évidence les changements « révolutionnaires » instaurés au sein de la justice pénale. S'inspirant des principes de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, la justice est désormais rendue au nom de la Nation et non plus au nom du roi.

Le juge condamne l'accusé en se référant à un code, le Code pénal (1791).

Les sanctions échappent à l'arbitraire et sont les mêmes pour tous. L'accusé aura ainsi la tête tranchée comme n'importe quel citoyen condamné à la peine capitale, alors que jusqu'en 1789, c'était le privilège des nobles, les roturiers étant pendus.

La lettre de Catherine Beauvais

Cette missive montre que sous la Terreur, la justice n'obéit plus au principe d'égalité. En effet, Catherine Beauvais est arrêtée parce qu'elle est noble, ce qui bafoue les valeurs de 1789.

Toutefois, les idéaux révolutionnaires sont intégrés dans les mentalités puisque Catherine Beauvais s'y réfère pour « se justifier ». Ceci révèle donc le degré de conscience politique de cette berrichonne.

Document 1 : interrogatoire de Joseph Moreau devant le tribunal du district de Châteauroux, le 11 août 1792

Cet homme est accusé de divers vols et travaux illégaux (fauchage, moissonnage) par François Maussabré, prêtre-curé de la paroisse d'Heugnes.

Aujourdhuy samedy onze août mil sept cent quatre vingt douze, l'an quatrième de la liberté, l'audience publique du tribunal du district de Châteauroux, chef lieu du département de l'Indre, tenante à laquelle siégeaient Messieurs Antoine François Bonnin, président, Jean Gagneron Latouche, Antoine Joseph Le capelain, Guillaume Barthélémy Boëry et Jérôme Legrand, juges; Louis Turquet Silvain, Prévôt (...) suppléants et Silvain Guerimeau homme de loi; à l'effet de juger sur l'appel intergeté par Joseph Moreau du jugement contre lui rendu au tribunal du district de Châtillon-sur-Indre le vingt six mai dernier sur une procédure extraordinairement instruite contre lui à la requête du sieur François Maussabré, prêtre curé de la paroisse d'Heugnes. A été mené ledit Joseph Moreau pour être extrait des prisons de cette ville où il est détenu. Lequel était derrière le barreau a été interrogé publiquement, les portes de ladite audience étant ouvertes et en présence du sieur Silvain Pépin homme de loi et François Pacaud avoué (...)

Document 2: portraits de Guillaume-Barthélémy Boëry et Jérôme Legrand

Ils sont alors juges au tribunal de Châteauroux. Auparavant, ils ont été délégués du Tiers-État aux États généraux de 1789.

Document 3 : extrait du registre des sentences du Tribunal criminel du département de l'Indre acte du 15 mars 1793

Julien Jouanault est accusé d'un triple meurtre commis en décembre 1792 à Cluis-Dessus.

Tout condamné aura la tête tranchée quiconque aura été condamné a mort pour crime d'assassinat; d'incendie ou de poison sera conduit au lieu de l'exécution revêtu d'une chemise rouge.

L'exécution des condamnés a mort se fera dans la place publique de la ville ou le juré d'accusation aura été convoqué.

Ordonne qu'a la diligence de l'accusateur public le present jugement sera mis à exécution et qu'il sera imprimé et affiché pour tous ...

Document 4 : lettre de Catherine Beauvais, épouse Crémillé

Catherine Beauvais demeure à Fléré-la-Rivière, elle est arrêtée comme suspecte le 4 germinal an II, car son époux est le frère d'un émigré.

District d'Indremont

Commune de Fléré-la-Rivière. Au citoyen représentant du peuple près du département de l'Indre

Citoyen représentant

J'ai été arrêtée le quatre germinal en vertu d'ordre émané du directoire du district d'Indremont et d'après l'injonction que tu lui en avait donné le 25 ventose dernier.

J'attends de ton humanité et de ta justice, premières vertus d'un républicain, que tu voudras bien donner des ordres aux administrateurs dudit district à l'effet qu'ils me donnent communication des motifs de mon arrestation. Tu me procureras par là les moyens de me justifier des inculpations dont je suis prévenue, dernière réponse qu'on ne peut légitimement refuser à un accusé et sur quoi sont appuyées les bases de toute sociabilité. Salut et fraternité

Beauvais Femme Cremillé

A la maison d'arrêt d'Indre-Libre ce 12 germinal l'an second de la Republique française une et indivisible.

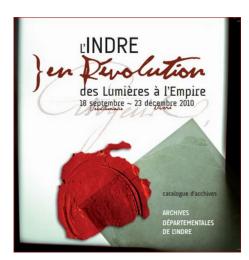
Pour aller plus loin...



Archives à la loupe n° 6 « Femme et Terreur pendant la Révolution française »

Archives à la loupe n° 4 « Les revendications des berrichons à travers les cahiers de doléances »





Catalogue



Musée-hôtel Bertrand de Châteauroux